

SOLIDAIRES 37

Union
syndicale
Solidaires

Trimestriel des syndicats
Solidaires Unitaires Démocratiques d'Indre et Loire

« DU PAIN ET DES ROSES » (devise des IWW américains).

Numéro 29

juin 2010

1 €

Ils ont sauvé les banques et les actionnaires
Et si maintenant on pensait aux infirmiers, aux caissières,
aux métallos, aux secrétaires, aux enseignants, aux chômeurs, aux
cuisiniers, aux étudiantes, aux cheminots, aux femmes de ménage, aux
retraités, aux routiers, aux fonctionnaires, aux livreurs de pizzas, aux maçons, ... ?

**Le Conseil d'Orientation
des Retraites estime
qu'en 2050 le besoin de
financement des régimes
de retraite serait de 115
milliards d'euros.**

Mais

**Le bénéfice des
seules entreprises
françaises du CAC 40,
uniquement pour les années 2007 à 2009,
c'est ... 212 milliards d'euros.**

Et il n'y aurait pas d'argent pour nos salaires et nos retraites ?



SOMMAIRE :

Page 2 : intersyndicales femmes

Page 3 : Marche mondiale des femmes

Page 4: commission juridique ; Sud protection sociale

Page 5: à l'université

Page 6 : à la poste

Page 7 : à la Sncf

Page 8 : commission développement

Comme chaque année depuis 1998, ces journées de formation et de débats regroupent des militant-es des organisations syndicales FSU, CGT et Union Syndicale Solidaires. Cette année encore il y avait entre 300 et 400 participant-es venu-es de toute la France, d'organisations et de secteurs professionnels divers.

Le but principal est de préparer des débats autour des questions du travail et des femmes. Cette formation se veut le lieu de réflexions, d'échanges et de confrontations qui permet d'approfondir les questions revendicatives sur nos lieux de travail et de poser la question de la place des femmes dans les syndicats et la société. Les sujets abordés cette année étaient les suivants :

Les femmes et la crise

Cette question a été présentée par Sylvie SCHWEITZER, du CNRS/Université Lumière-Lyon 2, d'un point de vue historique. Elle démontre la vulnérabilité des femmes face aux crises. La place des femmes dans la société a radicalement changé à la fin du 20^e siècle et la reconnaissance de cet état de fait se lit aussi sur le terrain juridique. C'est entre 1965 et 75 que la mixité s'installe réellement dans le marché du travail. Par exemple, il faut attendre 1975 pour que les instituteurs puissent travailler dans les écoles maternelles.

Les lois sur le contrôle de la fécondité (1967 et 1975), ont changé le regard des femmes sur elles-mêmes et le regard qu'elles ont sur leur travail.

Rachel SILVERA professeure à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense a présenté sa conférence : « *les dessous de la crise et des politiques publiques : de nouveaux risques pour les femmes* ». Actuellement et pour la première fois, les hommes et les femmes sont officiellement à égalité face au chômage, même si chez les jeunes le chômage est moins élevé pour les filles car elles sont plus diplômées. L'effet de la crise ne touche pas que les hommes, considérés comme le noyau dur du salariat, il y a aussi des fermetures d'usine dû à la délocalisation, dans des secteurs plus féminisés. Les temps partiels non choisis augmentent pour les jeunes filles et dans les bas salaires, on retrouve 80 % de femmes. **En temps de crise la précarité et les sous emplois touchent principalement les femmes.**

Les dessous des politiques publiques :

- la difficulté d'application des lois qui découlent des directives européennes, comme la loi du 23/03/2006 sur la suppression des différences des salaires homme-femme en 2010.

- face au RSA la situation des femmes a empiré car on tient compte maintenant de la situation des ménages et plus de la personne.

- les réformes de la politique familiale (congé

parental) tendent à pénaliser les femmes dans leur carrière.

40 ans du mouvement féministe

En quoi ce mouvement a interpellé la société en général et le syndicalisme en particulier ? Questionnement sous les regards croisés des représentantes de la FSU, la CGT et Solidaires sur les rapports entre les syndicats et les femmes.

La journée s'est terminée par un apéro féministe agréablement servie par les garçons des syndicats.

La 3^{ème} Marche Mondiale des Femmes en 2010

Nous avons débattu sur un des thèmes de la MMF 2010 : « *Femmes et guerres* » avec pour commencer le témoignage d'une jeune femme palestinienne. Jane Freedman du CNRS/ Université de Paris 8 a développé le sujet : « *Genre et conflits armés : dépasser les représentations de « femmes victimes* ». Elle a évoqué les luttes des femmes algériennes dans les années 90, les femmes américaines contre la guerre en Irak, ainsi que « la Ruta Pacifica » en Colombie, quand féministes, pacifistes et antimilitaristes s'étaient rassemblées autour du slogan « pas d'enfants pour la guerre », contre la militarisation de la société. Il faut remarquer la différence de ces mouvements, face à la fierté des mères d'autrefois qui pouvaient donner leurs enfants pour la patrie, ce qui montre bien la famille comme lieu de représentation des valeurs patriarcales.

Week-end des 12 et 13 juin 2010 à Paris

Les organisatrices de la MMF appellent à une manifestation nationale à Paris le samedi 12 juin et un forum à Montreuil durant les 2 jours sur le thème : « Femmes en marche, femmes en lutte ».

Tous les renseignements sur le site <http://www.mmf-france.fr/>





MARCHE MONDIALE DES FEMMES

SOLIDAIRES 37 sera présent à la Marche mondiale des femmes 2010 dont le slogan « tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous resterons en marche »

A l'initiative de Solidaires, une montée en bus unitaire est organisée à partir de Tours pour la manifestation nationale du samedi 12 juin:

Départ collectif en bus samedi 12 juin à 12h Place de la liberté à Tours Retour vers 0h

Participation aux frais 10 euros et 5 euros pour les précaires

Soutien également possible

Inscription pour le bus au 06 30 64 41 70 avant le lundi 7 juin



CHU : Suppression du plan d'économies !!!

Cela fait maintenant quatre ans que nous subissons au CHU, tous et toutes dans nos services, les restrictions liées au plan d'économies que la direction a mis en place pour résorber le déficit budgétaire.

La situation est insupportable dans de nombreux services. Il était déjà inadmissible que cela soit le personnel qui paye les pots cassés d'une politique nationale qui vise à casser le service public et d'une gestion locale pour le moins discutable.

Continuer aujourd'hui, alors que la direction clame partout haut et fort que le CHU est en bonne santé (excédentaire d'1,3 million d'euros), à faire payer le personnel devient carrément indécent et cynique.

Probablement que le directeur général, si discret mais si efficace, a eu une promotion pour bons et loyaux services, tout comme ses collaborateurs, car ils quittent le navire les uns après les autres en toute discrétion, comme des voleurs.

Nous ne comptons plus les services qui ont été ou qui sont encore en grève, (comme l'hémodialyse depuis plus de 3 mois !).

Depuis plusieurs mois SUD œuvre pour essayer de faire converger ces colères afin de frapper une bonne fois pour toutes tous et toutes ensemble.

Une intersyndicale réunissant CGT, CFDT, CFTC, FO, UNSA et SUD, s'est tenue et a décidé d'organiser une première journée de débrayage sur tous les sites de l'établissement (Bretonneau, Trousseau, Clocheville, CPTS,

CPU, Ermitage et lingerie), le 11 mai. Plusieurs heures d'informations syndicales avaient préparé cette initiative.

Un CTE (Comité Technique d'Établissement) extraordinaire a été convoqué par la Direction le 17 mai, avec à l'ordre du jour le budget. Cela a été l'occasion d'appeler à un rassemblement pour que les hospitaliers disent leur mécontentement « en direct » à la direction. Ce sont donc plusieurs dizaines d'agents qui ont interpellé la Directrice du personnel (le Directeur Général par intérim ayant déserté le CHU ce 17 mai).

Un Conseil d'Administration doit s'être tenu le 26 mai, avec le même ordre du jour que le CTE.

Cela a été l'occasion d'en remettre une couche, d'autant que tous les responsables et décideurs devaient être présents: Direction Générale bien sûr, mais aussi les différents élus politiques de tous bords. Le maire de Tours, président du Conseil d'administration, comme par hasard, avait d'autres impératifs!!!



Le secteur juridique s'organise

Au congrès solidaires 37, il a été voté la mise en place **d'une commission juridique**

Cette commission est formée des 2 conseillers prud'homaux de solidaires 37, des conseillers des salariés de solidaires 37 et d'une militante de SUD PTT.

Cette commission fait appel à tous les adhérents de solidaires 37 pour la faire vivre. Elle s'est réunie pour la première fois, le 1er mars après le Conseil Solidaires.

Les membres présent-e-s ont décidé d'un calendrier et d'un ordre du jour pour la prochaine réunion.

Calendrier des commissions juridiques prévues tjrs après un CDI (peut être encore modifié lors de la prochaine réunion).

- 7 juin 2010 à 16h30 environ
- 4 octobre 2010 même heure
- 3 janvier 2011 même heure

L'ordre du jour du 7 juin sera :

- la lecture **d'une lettre de licenciement** qui souvent est le facteur de contestation pour un salarié (droit du travail non respecté, imprécision des faits reprochés ou non réels etc.....)
- **l'entretien préalable** (les droits du salarié, l'assistance, les délais etc.).



Suite à cette réunion, la commission s'engage à sortir un compte rendu et du matériel pour aider les militants dans ces démarches juridiques et à l'information aux salarié-e-s.

Cette commission a pour objet de mettre le droit du travail dans notre société comme une prérogative primordiale dans l'information de nos adhérent-es et surtout des salarié-es. Il ne s'agit pas de sacraliser le droit du travail, pas plus que de le déléguer à quelques spécialistes

Le recours au droit ne peut pas être conçu comme une substitution à l'action collective

Solidaires 37 revendique que l'action juridique s'insère dans une stratégie syndicale, et servira à l'action collective car il est indispensable que les adhérents de solidaires en maîtrisent, au moins les grandes lignes, les mécanismes et le fonctionnement.

En face, les entreprises utilisent, de plus en plus le juridique pour mettre à mal les salariés, surtout dans le privé. Le code du travail nous donne des droits mais, le plus souvent, les salariés ne les connaissent pas ou ne les utilisent pas par peur des représailles.

Une permanence juridique est assurée certains lundis matins de 9h30 à 12h30 (calendrier sur le site Internet solidaires 37) (pour nous contacter, appeler Solidaires 37 ou le 06 08 21 01 72) depuis environ 2 mois pour accueillir les salariés ou des adhérents de solidaires 37 et les informer sur leurs dossiers personnels ou tous renseignements juridiques.

Solidaires 37 invite tous les adhérent-es intéressé-es à intégrer et faire fonctionner cette commission, l'apport de toutes les compétences étant important.

À la CAF, SUD progresse encore!

Les élections professionnelles se sont déroulées le 1er avril à la CAF d'Indre et Loire. Avec une forte participation aux élections (près de 87% des agents), le personnel a clairement soutenu les listes SUD. Avec plus de 60% des voix (dans le collège employés), SUD obtient 3 postes sur 4 au comité d'entreprise et 4 postes sur 6 aux délégués du personnel.

Avec plus de 60% des suffrages, SUD devient la 1ère organisation syndicale à la CAF Touraine. FO et CFTC ne passant pas la barre des 10% ne sont plus représentatifs...

Dans le climat de tension que connaît la caisse depuis plusieurs mois et après les luttes sociales menées fin 2009 dans lesquelles notre syndicat s'est fortement impliqué, ce vote est un signe fort à l'égard de la Direction. Celle-ci ne peut plus nous ignorer et devra compter avec nous pour toutes les négociations à venir.



Réseau université sans frontière

A Tours, Sud Etudiant a appelé à la création d'un Réseau Université sans Frontière pour effectuer un travail unitaire avec d'autres organisations sur la question des étudiants étrangers.

Le rôle du Réseau Université Sans Frontières est d'accompagner les étudiants étrangers dans leurs démarches d'inscriptions universitaires et dans leurs démarches auprès de la préfecture. Nous avons aussi des revendications plus générales, qui sont :

- Une carte d'étudiant = une carte de séjour
- Régularisation de tous les sans papier
- Retrait de toutes les lois, décrets et circulaires racistes
- Arrêt du contrôle pédagogique de la préfecture sur le cursus des étudiants
- Suppression de la demande d'admission préalable (DAP)
- Suppression des Centres pour les Études en France (CEF)
- Arrêt des contrôles d'identité au faciès
- Abolition des centres de rétention

Nous insistons sur le fait qu'il ne faut pas rester isoler si vous avez des problèmes de papiers.

Les préfectures ingèrent de plus en plus sur ce qui relève des compétences de l'université : elles décident à partir de la trajectoire de l'étudiant s'il mérite de rester sur le territoire français et se jettent sur le moindre prétexte pour l'expulser.

Elles peuvent ainsi délivrer des Obligations de quitter le territoire (OQTF) malgré l'obtention par la personne d'une carte d'étudiant suite à une inscription. La plupart des étudiants que nous avons suivis ne s'attendaient pas à une telle réaction de la préfecture et se trouvaient pris au dépourvu du fait que les préfectures outrepassent bien souvent leurs compétences et développent un certain zèle administratif dans la réalisation des quotas d'expulsions.

Cette situation est générée par une politique harmonisée à l'échelle européenne (suite à la conférence de Vichy...) et qui implique une fermeture des frontières, une gestion des flux sur des principes discriminatoires qui relèvent autant du racisme que de logiques de rentabilité incluant le

mérite pour légitimer les dispositifs de sélection et d'expulsion.

La réduction de vies humaines à des chiffres ne saurait à nos yeux se justifier. Le principe de sélection (« immigration choisie ») relève d'une politique d'État inique, raciste et xénophobe, confirmée et assumée par l'institution du débat/prétexte idéologique sur l'identité nationale, à laquelle vient s'ajouter un mépris de classe en vertu duquel seuls les bons immigrés, compétitifs, rentables et à « valeurs ajoutées » sont acceptables. Ainsi, les immigrés qui sont les plus en dangers, victimes des conditions de vie déplorables dans leurs pays seront les plus discriminés.



Il est également temps de remettre en cause l'existence même des camps de rétentions et d'enfermement (possibilité de maintenir en détention un immigré durant 18 mois puisque son existence est « illégale » sur le territoire...) qui existent légalement comme instance d'exception et se perpétuent dans l'indifférence.

Les luttes récentes ont démontré que toute résistance à cette politique était fortement réprimée. Il nous semble donc nécessaire d'élaborer une réflexion commune et de s'organiser de manière offensive face à une politique qui n'hésite pas à réprimer ceux qui luttent de manière pacifique contre la machine à expulser.

Le racisme émerge de la misère sociale et économique. C'est cette misère que nous devons combattre à tous les niveaux, sur nos lieux de travail, d'étude...et dans la rue !

**Réunion RUSF à 18h tous les jeudis soirs.
Organisons-nous et Mobilisons-nous contre la machine à expulser**

LA VALSE DES RESTRUCTURATIONS

Que ce soit en ville ou au fin fond de la campagne, les réorganisations à la Poste, côté guichets, ne cessent de se succéder.

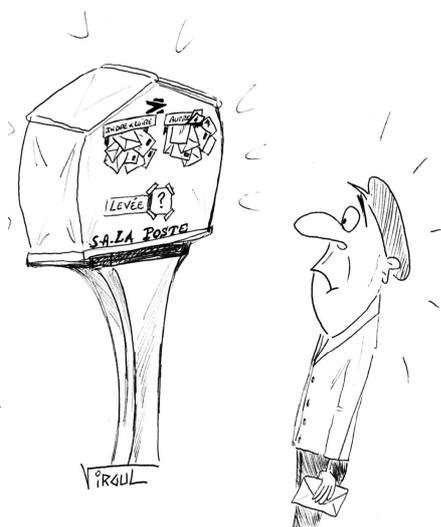
Nos dirigeants, avides de faire promptement carrière sur notre dos, font un zèle forcené afin de supprimer le plus d'emplois possible.

Ils y arrivent d'ailleurs fort bien puisqu'en la matière, la Direction de La Poste Touraine-Berry se place parmi les premières en France.

Afin que nos cadres «extrêmement supérieurs» puissent se partager leurs juteuses primes, tout y passe : suppressions massives de positions de travail (environ 4 en moyenne par terrain), suppressions de samedis libres, suppressions de temps partiel, modulations du temps de travail (tellement branquignols qu'elles ne fonctionnent même pas et que sur Tours et sur sa périphérie, ils reviennent sur ces «incontournables»).

Une réaction unitaire s'est déroulée le 6 avril 2010 sur les bureaux de Chambray, Joué et Tours Champ Girault, à l'appel de tous les syndicats. Des diffusions de tracts aux usagers se sont tenues le matin devant les bureaux concernés, suivies d'un rassemblement devant la DELP l'après-midi. Le mouvement de grève, suivi par une énorme majorité du personnel, a pointé tous ces problèmes devant une direction autiste.

SUD a proposé d'élargir à l'ensemble du département un mouvement de grève reconductible. En effet, l'accélération de la casse de nos emplois nécessite désormais une réponse franche et massive de la part de tous les postier(e)s du département !



HISTOIRES DRÔLES... DRÔLES D'HISTOIRES...

Un usager près d'Orléans, qui n'avait pas son courrier depuis une semaine, raconte : "j'ai téléphoné à La Poste : on m'a dit que le facteur n'avait pas distribué le courrier parce qu'il rentrait à l'heure..." Délicieux, non ?

QUAND KARCHER PASSE AU LANCE-FLAMME

Le 5 mars dernier, le directeur de l'Enseigne (guichets) Paris Sud, Rémi Karcher, envoyait ses consignes par mail à l'ensemble de ses directeurs de vente. Il exigeait « *l'ouverture de la chasse sans quota* » aux vendeurs, « *jusqu'à épuisement (rapide) des espèces qui ne sont pas protégées* » et appelait à « *l'extermination des vendeurs 0* »... Des propos extrêmes qui nous rappellent sans équivoque, « *une époque formidable* » et qui ont commencé à mettre le feu aux poudres y compris dans la presse (cf. *Le Monde* du 14 avril). Pour tenter d'éteindre l'incendie, Jacques Rapoport, notre Directeur Général, a bien vite annoncé la mutation du directeur territorial en question.

Y aura-t-il un suivant ? Car pour SUD, il ne s'agit pas là d'un simple dérapage mais d'une stratégie nationale de management par le stress et la terreur, révélée, doublée de discrimination. Car si toi, simple agent, tu avais utilisé ne serait-ce que la moitié de son vocabulaire, on t'aurait viré illico... Parole de dragon !

DDU FOR EVER !

Travaillez à Joué les Tours, où la qualité de vie est exceptionnelle !... De nombreux collègues sont prêts à vous accueillir et vous faire partager leur savoir-faire.

Voilà comment la direction courrier « vend » les candidatures pour les emplois à la plateforme de distribution du courrier de Joué les Tours. Exceptionnelles en effet, c'est le moins que l'on puisse dire des conditions de travail : des Positions de Travail surchargées, des déplacements dantesques entre Joué les Tours et la Ville aux Dames pour certaines tournées (avec les « joies » de la circulation urbaine = c'est du développement durable appliqué à La Poste), des difficultés pour avoir un moindre congé, près de 20 % d'intérimaires (non formés), etc.

Et du mal être au travail en pagaille... Travailler à la DDU, c'est vraiment le top !

Vous allez dire une grève de plus à la SNCF?

SUD Rail vous répond que c'est la grève principale pour sauver notre EPIC (SNCF avec cheminots à statut) car la revendication première était stop à « destination 2012 » (projet industriel du groupe SNCF) avec le FRET en passe d'être filialisé.

Ce projet est la base pour découper et filialiser notre outil de travail (148 métiers à la SNCF) en activités (fret, infra, gares et connexions, TER, SNCF Voyages, etc....)

L'autre revendication était des embauches pour assurer un vrai service public qui est portion congrue car il ne reste que le TER et intercity comme service public qui est en sous investissement chronique avec des suppressions journalières de trains et surtout l'infrastructure de plus en plus dégradée. Le FRET et SNCF voyages (TGV) ne sont plus considérés comme du service public

Après 16 jours de grève, la direction propose toujours 3100 suppressions d'emplois en 2010 (2300 embauches pour 5400 départs). N'en étant pas à une provocation près, elle ajoute qu'elle pourrait aller un peu au-delà des 2300 embauches....si le nombre de départs augmente aussi. Et s'il n'y avait que ça ! La direction refuse d'aborder l'éclatement de l'entreprise publique SNCF en activités indépendantes, dont certaines sont filialisées, privatisées.

Dans la catégorie gestion des conflits, la direction SNCF a donné toute la mesure de son savoir faire. Lors des dernières grèves sur la région initiées par la CGT et SUD Rail, elle n'a daigné adresser un courrier qui disait que le dialogue social devait reprendre son cours normal, que le 17 avril ! Tout en précisant que la tenue de tables rondes était soumise à la reprise normale du trafic.

La direction a préféré abandonner les usagers et chargeurs sur le quai pendant 16 jours, plutôt que de discuter avec les grévistes. Pire, elle a sciemment tout fait pour dresser les voyageurs contre les cheminots en annonçant des trains qui n'arrivaient jamais ou qui ne partaient pas. Sauf que ce sont les agents qui travaillaient qui étaient pris pour cible.

Voilà pourquoi les cheminots ont été en grève si longtemps d'abord pour le FRET qui est la première partie de la fusée privatisation (interne ou externe)

Pour le Fret, la direction et le gouvernement poursuivent la politique qui a eu pour résultat de diviser par deux en 10 ans les trafics transportés par le chemin de fer. L'abandon du wagon isolé (un besoin pour les petites et moyennes entreprises) n'est pas remis en cause, de même que l'utilisation d'agents de la SNCF et de subventions publiques pour aider à la mise en place d'Opérateurs Ferroviaires Privés qui effectueront les trafics jusque là fait par la SNCF.

Les fermetures de sites de production et de triages sont toujours à l'ordre du jour, les suppressions d'emplois sont toujours prévues.

La direction veut toujours imposer une discussion sur le transfert des cheminot-e-s de la SNCF vers des entreprises privées, conformément aux mesures prévues par le rapport de la commission Grignon.

Ainsi, elle accélère la mise en place des établissements multi métiers, mono activité, et cherche à se détourner, à se dédouaner de sa responsabilité sur les régions en argumentant une meilleure organisation. Le projet du rapport grignon montre comment ce type "d'entités indépendantes" pourrait faciliter l'instauration de la concurrence.

Allons plus loin dans le processus de démantèlement et de privatisation de la SNCF avec la remise en cause de la forme juridique de l'EPIC.



La commission européenne veut encore pénaliser les entreprises de service public, sous prétexte de développer la concurrence et de supprimer ce qu'elle considère comme un avantage par rapport à leurs concurrents. (Ex : EDF augmentation de 11% pour vendre le KWH à prix coûtant aux entreprises privées du secteur)

Elle prétend que la garantie de l'état permet à la SNCF d'emprunter à taux plus faible que ses concurrents, représente des subventions illégales et impose d'y mettre fin avant juillet 2010.

La direction de la poste a « obéi » elle vient d'ouvrir son capital, de quitter son statut « EPIC » (établissement public à caractère industriel et commercial) quels en seront les avantages pour l'utilisateur ?????? Prix du timbre plus bas NON rapidité de distribution du courrier NON

La SNCF est encore « EPIC » mais pour combien de temps ?

La répercussion de la fin de l'EPIC sera la précarité de emploi pour les agents (licenciement statut précaire réglementation cassée etc.....) et, pour l'utilisateur, le risque d'augmentation du prix des billets, plus de correspondance entre les trains de différentes filiales et compagnies privées, perte des billets sociaux comme carte famille nombreuses les abonnements de travail domicile travail etc.....

Mais ainsi la route va bénéficier de la suppression de la taxe professionnelle, comme toutes les entreprises.....

La taxe poids lourds est reportée aux calendes grecques, mais l'état a décidé que la SNCF devra payer une nouvelle taxe sur le matériel roulant.

Elle augmente le coût des inévitables emprunts. Les inégalités de la concurrence avec la route vont augmenter et il ne restera rien des généreuses promesses du Grenelle de l'environnement sur sa préservation en transférant le trafic routier vers le rail.

Voilà pourquoi les cheminots avec SUD Rail et la CGT, ont fait grève car demain c'est la précarité de l'emploi pour les futures générations de cheminots et l'augmentation du prix du transport mettant en difficulté les salariés et chômeurs de notre pays sur un service qui doit être le plus égalitaire et social possible voire gratuit.

Développement

Créée lors du dernier congrès Solidaire 37, en janvier 2010, la commission de développement veut se donner les moyens de poursuivre le développement de Solidaires 37 dans tout le département, dans les entreprises privées et publiques de tous les champs d'activité professionnelle confondus. Quelle qu'elle soit, elle devra se donner les moyens d'atteindre ce principal objectif. Cela passe nécessairement dans un premier temps, par la mobilisation de nos propres forces militantes.

Lors des dernières élections prudhommales, Solidaires 37 a réalisé le meilleur score national avec plus de 7 % de voix, pendant que nationalement, nous représentons à peine 4 %. Ce qui signifie, néanmoins, qu'il reste encore énormément de travail pour sensibiliser les travailleurs afin de devenir une organisation indispensable et incontournable du paysage syndical dans les mois et années futurs.

La commission de développement s'est réunie à plusieurs reprises pour définir son fonctionnement, organiser ses interventions en définissant une liste d'entreprises et un calendrier prévisionnel. 10 entreprises ont été sélectionnées, en particulier dans l'industrie et un calendrier de diffusions bi-mensuelles a été arrêté pour les 3 prochains mois.

Le choix des tracts à distribuer s'effectue selon le champ d'activité professionnelle et les sujets brûlants de l'actualité sociale. Nous nous appuyons sur les tracts, de Solidaires Industrie, en général et sur le dossier solidaires des retraites qui est éminemment prioritaire.

Nous avons demandé en Conseil départemental interprofessionnel aux syndicats d'attacher une réelle importance à cette commission en octroyant des moyens nécessaires à son bon fonctionnement pour favoriser l'investissement des adhérents dans cette commission qui est ouverte à tous.

Notre objectif est de poursuivre le développement de notre syndicalisme dans le département, faire connaître nos idées, nos propositions de transformations sociales (telle que l'a défini la Charte d'Amiens) et proposer notre outil syndical avec la clef, la création de nouvelles sections syndicales dans les entreprises où nous ne sommes pas implantés.



La situation économique et financière n'a jamais été aussi incertaine et totalement catastrophique.

Peut-être n'a-t-on vu que la partie apparente de l'iceberg et rien ne dit même qu'il ne va pas couler ...

Les conséquences pour les travailleurs, sans même parler des chômeurs, sont dramatiques. Plus que jamais la nécessité de réformes et de transformations sociales en profondeur est d'actualité.

Dès lors, les objectifs de la commission de développement sont majeurs et prépondérants. **Notre structure doit absolument grandir avec l'apport de nouveaux membres afin d'élargir et de multiplier nos interventions.**

C'est sur ce terrain que nous réussirons plus vite à convaincre une large partie des salarié(e)s à rejoindre le mouvement et imposer nos idées de solidarité et de justice sociale contre le capitalisme.

Calendrier de diffusion

le 29 avril 10 à Hutchingson
le 20 mai 10 à Frans Bonhomme
le 03 juin 10 à SKF
le 17 juin 10 à Tupperware

Contacts :

Jean : 06/16/13/45/04
Gilles : 06/87/68/45/94
Moustafa : 06/ 15/ 08 /62/22
Eric A : 02/47/59/60/74

CONTACTS SOLIDAIRES / SUD :

SUD PTT	Tél : 02 47 85 11 11 Fax : 02 47 85 11 12
SUD Santé sociaux	Tel/fax 02 47 71 00 65 ou 06 15 08 62 22
SUD Education, , SUD Emploi, , SUD Culture, SUD Protection sociale,	
SUD Alstom, SUD Énergie, SUD France 3, SUD commerces et Services, SUD FPA, SUD Adoma	
SUD transports et ambulanciers, SNUPFEN, SUD Recherche EPST, Sud Travail,	18, rue de l'Oiselet La Camusière 37550 Saint Avertin
SPASMET-météo, SUD rural,	Tel/Fax : 02.47.28.39.94
SUD Caisse d'épargne	11, rue Blaise Pascal 37000 Tours Tél : 02.47.75.09.90
SUD Rail	(FAX : 05.23.62)
SUD Étudiants	3, rue des Tanneurs 37000 Tours Tél : 02.47.36.81.07
SUD CAM	CRAM 1 Bd Winston Churchill Tél/Rép./Fax : 02.47.39.84.42
SUD Michelin	B.P. 424 37304 Joué les Tours
SNUI	40, rue Édouard Vaillant 37060 Tours cedex
SUI	48, rue des Mouettes 37300 Joué les Tours
SNJ	Multimédia NR 232, Avenue de Grammont 37048 Tours cedex

SOLIDAIRES 37

Édité par Solidaires 37
Siège social :
18, rue de l'Oiselet
La Camusière
37550 Saint Avertin
Tel/Fax : 02.47.28.39.94
E-mail :
solidaires37@orange.fr
Site :
<http://www.solidaires37.org>
Directeur de publication :
Jean-Michel Surget